AU CŒUR
DU DÉBAT PUBLIC

COMMUNIQUÉ DE PRESSE /

4 OCTOBRE 2023

LE CONSEIL INTERMINISTÉRIEL DES VILLES REPOUSSÉ, UNE DÉCISION INCOMPRÉHENSIBLE POUR L'AMIF

Le report du Comité Interministériel des Villes (CIV) prévu pour le 9 octobre prochain à Chanteloup-les-Vignes (78) est une source de déception pour les élus franciliens. Alors que les contrats de ville approchent de leur échéance - à la fin de l'année -, les élus s'engagent activement depuis plusieurs années dans la recherche de solutions constructives pour améliorer la vie dans les quartiers populaires. Le report répété de cet événement-clé laisse les maires en quête de visibilité et d'un cap clair pour la politique de la ville.

Dans le contexte des récentes émeutes urbaines, les élus des quartiers prioritaires rappelaient dans une tribune du 23 septembre dernier la nécessité de services publics renforcés dans les domaines de l'éducation, du sport, de l'engagement citoyen et solidaire, de la sécurité et de la lutte contre la pauvreté, ainsi que l'importance de réponses coordonnées et d'un dialogue entre les niveaux local et national. En effet, les quartiers prioritaires souffrent encore d'un déficit d'équipements et de services publics.

Dans un contexte marqué par une crise économique qui fragilise nombre de nos concitoyens, les habitants des quartiers prioritaires ont plus que jamais besoin de perspectives concrètes d'amélioration de leur quotidien.

Le Comité Interministériel des Villes, initialement prévu pour le 9 octobre prochain à Chanteloup-les-Vignes, a été reporté une nouvelle fois, suscitant la déception des maires. Cette réunion était attendue depuis des mois et revêtait une importance cruciale pour les élus des quartiers prioritaires qui attendent des mesures concrètes et une impulsion pour préparer la prochaine génération de contrats de ville, ceux en cours arrivant à échéance en fin d'année. Ce nouveau report montre la difficulté du gouvernement à s'intéresser à cette question de la politique de la ville à la suite du refus de prendre en compte les préconisations du rapport Borloo.

Les maires se sont activement engagés ces derniers mois pour formuler des propositions constructives destinées à renforcer l'action publique dans les quartiers prioritaires. Le dialogue avec la Première ministre et la Secrétaire d'État à la Ville avait permis d'exprimer leurs propositions. Ce nouveau report des annonces gouvernementales n'est pas de bon augure pour une politique de la ville qui a besoin de moyens nouveaux et de volonté politique.

Cette décision est justifiée par le Gouvernement par la tenue, entre temps, d'un Conseil National de la Refondation (CNR) post-émeutes qui a été convoqué à la dernière minute pour le jeudi 5 octobre, sans clarification quant aux participants et à l'ordre du jour, suscitant des interrogations sur la méthode employée.

L'Association des Maires d'Ile-de-France regrette cette situation et appelle le Gouvernement à fixer un cap clair pour l'avenir des quartiers prioritaires.

CONTACT PRESSE

Émilie Pouch 07 88 32 45 14 epouch@amif.asso.fr